Préambule

L'équipe pédagogique du Lycée Banville, réunie en concertation interdisciplinaire, s'entend de manière globale sur le présent document afin de préciser la façon dont les élèves seront évalués au cours du cycle terminal (classes de première et de terminale). Ce projet collectif d'évaluation interne, débattu au lycée en réunions et conseils pédagogiques, s'inscrit dans un cadre réglementaire défini au niveau national. Ce travail collégial aboutit à la définition de principes communs, visant l'équité entre les candidats du lycée, tout en conservant les marges d'autonomie indispensables pour respecter la progression pédagogique adaptée à chaque classe ou groupe d'élèves, et la liberté pédagogique des enseignants qui s'exerce dans le respect des programmes.

Il a pour but de rendre visibles et explicites les enjeux et modalités de l'acte pédagogique de l'évaluation. Il permet de présenter les principes de l'évaluation aux élèves et à leurs familles.

Cadre général

Tous les enseignements, du tronc commun, de spécialité ou optionnels, font l'objet d'une évaluation régulière. L'objectif du projet d'évaluation est de mesurer les acquis et les progrès des élèves aux différentes étapes du cycle terminal, en relation avec les moyennes portées sur les bulletins, et les notes qui les composent, en tenant compte des appréciations des professeurs.

Ce projet précise les principes qui prévalent aux différentes formes d'évaluation, lesquelles permettent à l'élève de voir où se situent ses acquis par rapport aux exigences de réussite en cours de formation et en fin de processus.

Ce projet d'évaluation est rendu public ; son élaboration se fait sous la responsabilité du chef d'établissement. Il est révisable.

Principes et engagements

- Les élèves sont évalués en cohérence avec les attendus des programmes d'enseignement, définis au bulletin officiel, selon les spécificités de chaque discipline ;
- les élèves sont évalués dans des situations variées et selon diverses formes, y compris à l'oral pour certaines disciplines ;
- les évaluations peuvent être accompagnées d'appréciations, selon la nature des devoirs, qui permettent aux élèves de percevoir leurs éventuels progrès et ce qu'il convient d'améliorer ;
- les élèves reçoivent à chaque période un nombre significatif de notes, afin que la moyenne de la période ait bien du sens, soit représentative des acquis et du niveau de l'élève, en particulier en tant que candidat scolaire au baccalauréat et dans le cadre de l'orientation et l'accès à l'enseignement supérieur.

Les modalités d'évaluation

Différentes modalités d'évaluations pourront être exploitées par les enseignants selon les disciplines.

Elles accompagnent le processus d'apprentissage ; elles permettent de signaler les difficultés et de valoriser les progrès des élèves, de vérifier, en fin de séquence ou de période, les objectifs fixés par les programmes en termes de connaissances et de compétences.

Les évaluations peuvent être composées de types d'exercices divers :

- Exercices de vérification des connaissances.
- Travaux effectués en classe et hors de la classe
- Travaux plus ou moins longs, individuels ou collectifs et dont les énoncés peuvent s'inspirer de la banque nationale de sujets (BNS).

Une évaluation sous forme de devoir commun (sujet élaboré par les équipes en fonction des attendus des référentiels des programmes disciplinaires et en cohérence avec les progressions des équipes avec un barème commun) pourra être organisée dans certaines disciplines selon un calendrier défini en collaboration avec les enseignants en début d'année scolaire. Ce calendrier sera communiqué aux élèves et à leurs familles.

Lorsque le candidat scolaire est inscrit auprès du centre national d'enseignement à distance (Cned) en scolarité réglementée, soit complète soit uniquement pour la ou les langue(s) vivante(s) A et B, l'organisation de l'évaluation prévue et la délivrance de l'attestation sont prises en charge par le recteur d'académie.

Modalités particulières pour l'EPS

L'EPS est évaluée en contrôle en cours de formation à l'occasion de 3 épreuves ponctuelles.

Les 3 épreuves sont évaluées conjointement par 2 professeurs à des dates fixées en début d'année. Seul un certificat médical recouvrant les dates indiquées peut dispenser l'élève de la passation de ces épreuves.

Une session de rattrapage est programmée après chaque épreuve pour les élèves inaptes médicalement.

Toute absence, avant le début de l'épreuve et non justifiée médicalement, est susceptible d'être sanctionnée par la note de ZERO, pour l'épreuve concernée, par le Service des examens du Rectorat de Clermont Ferrand.

Des activités adaptées (sur recommandation médicale) sont proposées au sein d'un protocole pour l'évaluation au Baccalauréat.

Le renseignement du livret scolaire

Le livret scolaire de chaque élève est renseigné par l'équipe pédagogique de façon à indiquer le niveau atteint et à valoriser l'implication, l'engagement, l'assiduité et les progrès du candidat dans le cadre de sa scolarité. Une attention particulière est portée à la qualité de chaque appréciation, et à la richesse des informations données au jury pour l'éclairer sur les capacités, les connaissances et les niveaux de compétences atteints par le candidat. Ces appréciations permettent aux enseignants d'expliquer, le cas échéant, une modalité particulière d'évaluation, de nuancer et de contextualiser une moyenne, surtout si elle est considérée comme peu représentative des qualités du candidat.

La question de l'absentéisme

Le contrôle continu implique un respect scrupuleux de l'obligation d'assiduité prévue par l'article L.511-1 du Code de l'éducation, qui impose aux élèves de suivre l'intégralité des enseignements obligatoires et optionnels auxquels ils sont inscrits. À ce titre, les élèves doivent accomplir les travaux écrits, pratiques et oraux qui leur sont demandés par les enseignants et se soumettre aux modalités du contrôle continu qui leur sont imposées. Ils sont tenus de suivre les enseignements correspondant au programme et figurant dans leur emploi du temps établi par l'établissement scolaire.

Un suivi attentif de l'assiduité des élèves est mis en place dans l'établissement afin d'anticiper les difficultés éventuelles de constitution de moyennes. Lorsque l'absence d'un élève à une évaluation est jugée par son professeur comme faisant porter un risque à la représentativité de sa moyenne, une nouvelle évaluation est spécifiquement organisée à son intention, au plus tôt, y compris en dehors de l'emploi du temps classique et prioritairement le mercredi de 14h à 18h. Selon le principe fixé pour considérer comme significatives les moyennes aux évaluations, l'élève dont la moyenne ne pourra être retenue pour le baccalauréat et le livret scolaire, sera convoqué à une évaluation ponctuelle à titre d'évaluation de remplacement, dans les conditions définies dans le paragraphe ci dessous. À cette convocation consécutive à une absence lors d'une évaluation, peut s'ajouter une sanction disciplinaire en application des dispositions combinées à l'article R. 511-13 du Code de l'éducation et aux circulaires n° 2011-112 du 1er Août 2011 & n° 2014-059 du 27 mai 2014 relatives respectivement au règlement intérieur dans les établissements publics locaux d'enseignement et à l'organisation des procédures disciplinaires (ref circulaire du 28 juillet 2021).

Il appartient au chef d'établissement, le cas échéant avec l'appui des services juridiques du rectorat de l'académie, d'établir si les justificatifs présentés par l'élève permettent de qualifier la force majeure et de reconnaître le caractère justifié de l'absence.

Les évaluations de remplacement pour les candidats scolaires ne disposant pas de moyenne annuelle significative

Lorsqu'un candidat scolaire ne dispose pas d'une moyenne annuelle significative pour un ou plusieurs enseignements, une évaluation de remplacement est organisée par le chef d'établissement dans l'enseignement correspondant, à titre d'évaluation de remplacement.

Si la moyenne manquante est celle de l'année de première, cette évaluation de remplacement est organisée avant la fin de l'année scolaire de première et porte sur le programme de la classe de première. Si la moyenne manquante est celle de l'année de terminale, l'évaluation de remplacement est organisée avant la fin de l'année de terminale et porte sur le programme de terminale. Le format de l'épreuve est celui de l'évaluation de remplacement prévue pour les candidats individuels, tel que précisé par note de service. Les professeurs qui font passer les évaluations peuvent utiliser les sujets de la banque nationale numérique. La note obtenue par l'élève à cette évaluation de remplacement est retenue en lieu et place de la moyenne manquante.

Dans le cas d'une absence dûment justifiée à cette évaluation ponctuelle, le candidat est à nouveau convoqué. Si l'absence n'est pas dûment justifiée, la note zéro est attribuée pour cet enseignement.

La gestion de la fraude

S'agissant des épreuves terminales, la gestion des situations de fraude est prévue par les dispositions des articles D.334-25 à R.334-35 du Code de l'éducation. Ils définissent notamment le régime des sanctions qui peuvent être prises par la commission de discipline du baccalauréat.

En ce qui concerne les travaux organisés pour évaluer les résultats des élèves dans le cadre du contrôle continu, la gestion des situations de fraude y compris de plagiat, relève de la compétence des professeurs et s'exerce dans le cadre défini par l'établissement. Ainsi, à l'instar des dispositions prises dans le cadre de l'examen national, l'élève se verra infligé la sanction de 1^{er} grade, à savoir le Blâme, inscrit au dossier, et cette sanction prononcée entraînera, pour l'intéressé, la nullité de l'épreuve au cours de laquelle la fraude ou la tentative de fraude a été commise.

Prise en compte des aménagements liés au handicap dans les évaluations

Les travaux organisés pour évaluer les résultats des élèves dans le cadre du contrôle continu doivent prendre en compte les adaptations et aménagements définis dans le cadre des plans d'accompagnement personnalisé (PAP), des projets d'accueil individualisé (PAI) ou des projets personnalisés de scolarisation (PPS), dans les conditions prévues par la réglementation. Ces adaptations et aménagements sont inscrits dans le livret de parcours inclusif de l'élève. De fait les aménagements d'épreuves accordés par la division des examens ne concernent que les épreuves terminales ou les évaluations ponctuelles éventuellement organisées pour les candidats sans moyenne annuelle.

Elaboration initiale et validation en octobre 2021, mises à jour régulières validées en conseil pédagogique et présentées en CA en avril 2022, juin 2023, Février 2024.